

La paix dans le conflit ukrainien?

Pourquoi les efforts déployés jusqu'à présent sont insuffisants

par Ralph Bosshard,* Suisse



Ralph Bosshard.
(Photo mt)

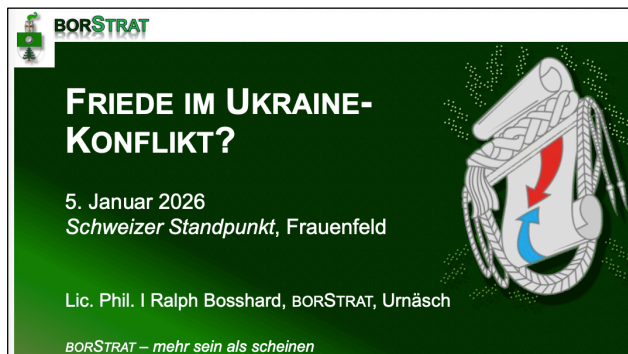
(CH-S) Dans le cadre de son colloque d'ouverture de l'année (du 2 au 4 janvier 2026), l'association «Point de vue Suisse» a invité le lieutenant-colonel d'état-major Ralph Bosshard en tant qu'intervenant et discutant. L'article ci-dessous reprend les développements actuels et les relie aux réflexions

centrales de son exposé du 3 janvier.

Suite à l'agitation autour de l'attaque illégale des Etats-Unis contre le Venezuela, les préparatifs en vue de l'annexion du Groenland et les menaces proférées à l'encontre de l'Iran, de Cuba et d'autres pays, l'Ukraine est passée au second plan.

Au vu des événements de ces dernières semaines, il semble presque ridicule que l'administration *Trump* veuille se présenter ici comme une grande artisanne de la paix. Elle reste convaincue qu'elle peut résoudre tous les problèmes urgents grâce à sa puissance économique et militaire.

Après que le président américain Trump ait présenté son plan de paix en 28 points visant à mettre fin à la guerre en Ukraine, les Européens, en particulier la Grande-Bretagne, la France et



Capture d'écran du titre PowerPoint.

l'Allemagne (E3), ont réagi en proposant un contre-projet.¹ Celui-ci s'efforçait de corriger les points de la proposition de M. Trump qui ne convenaient pas à l'E3. Ceci a démontré en soi un certain manque d'autonomie stratégique, qui serait pourtant une condition préalable à une participation active à la sécurité européenne.

La question de la sécurité européenne laissée de côté

La discussion sur les promesses faites à l'Union soviétique concernant l'élargissement de l'OTAN à l'Est lors des négociations sur la réunification allemande reste controversée. Cependant, les dirigeants russes ont déjà clairement indiqué en 2000 que l'adhésion des Etats baltes à l'OTAN serait considérée comme une menace.² Ces préoccupations ont été ignorées par l'Occident, sans doute parce qu'il avait constaté l'impuissance de la Russie dans les années 1990 et voulait profiter de sa faiblesse pour créer un *fait accompli*. Avec l'échec de l'offensive estivale ukrainienne à l'automne 2023, la Russie a retrouvé une nouvelle confiance en elle et voit désormais une chance de *roll-back*.³

L'élargissement de l'OTAN à l'Est rappelle presque quotidiennement à la Russie le traumatisme de l'invasion du 22 juin 1941, qui continue de marquer aujourd'hui encore la mentalité des militaires russes. Actuellement, la frontière orientale de l'OTAN se situe près de la ligne de démarcation initiale des forces de l'Axe en 1941, avec toutefois un changement significatif dans les pays baltes: les forces de l'OTAN s'y trouvent 200 km plus à l'est qu'en 1941. Et elles se

* *Ralph Bosshard*, lieutenant-colonel à l'état-major général, était officier de carrière dans l'armée suisse, notamment instructeur à l'école d'état-major général et chef de la planification des opérations au sein de l'état-major de conduite de l'armée. Après avoir suivi une formation à l'Académie d'état-major général de l'armée russe à Moscou, il a été conseiller militaire spécial du représentant permanent de la Suisse auprès de l'OSCE, officier supérieur de planification dans la Mission spéciale d'observation en Ukraine et officier d'opération dans le groupe de planification de haut niveau de l'OSCE. Dans la vie civile, Ralph Bosshard est historien (maîtrise, Université de Zurich). Voir aussi: <https://swiss-standpoint.ch/news-detailansicht-fr-schweiz/les-regards-se-tournent-vers-la-suisse.html>

trouvent à 100 km de Saint-Pétersbourg, victime du plus grand crime de guerre de la Seconde Guerre mondiale en termes de pertes humaines.⁴ Exiger des Russes qu'ils oublient cela reviendrait à exiger des Juifs du monde entier qu'ils effacent Auschwitz de leur mémoire collective.

Après 2013, le soutien de la Russie à l'insurrection à Donetsk et Lougansk visait à empêcher l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN: on espérait qu'une population consciente de l'histoire dans le Donbass influencerait le débat politique interne en Ukraine. En outre, on ne voulait pas permettre une suppression violente de la rébellion. Lorsque, en décembre 2021, ni l'OTAN ni les Etats-Unis ne se sont montrés disposés à faire des concessions sur la question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, la Russie a opté pour une stratégie militaire: une guerre visant à affaiblir durablement l'Ukraine. Indépendamment de l'évaluation, au regard du droit international, de l'action russe contre l'Ukraine, il convient de se demander si l'OTAN et l'UE sont légitimées à condamner la Russie sur la scène internationale. Si ces Etats souhaitent traduire l'administration *Poutine* ou le président lui-même devant un tribunal international, ils devront écouter sans préjugés la défense russe. Est-ce vraiment ce que souhaite l'Occident?

L'OTAN sous un jour défavorable

En dehors de l'Europe occidentale, l'OTAN n'est pas perçue comme une alliance défensive, car sur les neuf conflits que l'Occident a menés au cours du dernier quart de siècle, quatre étaient clairement contraires au droit international et les autres étaient controversés. L'erreur de l'élargissement de l'OTAN à l'Est a été que, parallèlement à son expansion, l'OTAN n'a pas proposé de mesures visant à instaurer la confiance avec la Russie, mais a négligé les instruments existants, voire en a parfois abusé.⁵ Il n'est donc guère surprenant que la modernisation des infrastructures militaires en Europe de l'Est et le stationnement de troupes de l'OTAN à la frontière avec la Russie aient été interprétés comme une menace.

Bruxelles et Kiev continuent toutefois de faire pression pour que l'Ukraine adhère à l'OTAN et envisagent comme alternative une adhésion à l'UE, précisément à un moment dans lequel se multiplient les appels en faveur d'une politique européenne de sécurité et d'une armée commune.

Moscou a depuis longtemps compris qu'une mission de *maintien de la paix* dans le Donbass

et des garanties de sécurité pourraient constituer d'autres moyens de permettre le stationnement de troupes de l'OTAN aux frontières de la Russie. Les efforts politiques de Bruxelles en matière d'alliance, à une époque où le membre le plus important de l'alliance, à savoir les Etats-Unis, se montre de plus en plus distant, jettent un discrédit croissant sur l'alliance, car ils bloquent la résolution d'autres conflits à l'origine de la guerre, notamment les conflits territoriaux.

Une architecture de sécurité plutôt que des garanties de sécurité

Dans un monde où les guerres ne se règlent plus uniquement par des moyens militaires, la sécurité militaire ne peut être une fin en soi. Dans le cas présent, elle est toutefois la condition préalable à la résolution de toute une série d'autres problèmes en Ukraine, dans les relations inter-étatiques entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que dans les tensions entre l'Europe occidentale et la Russie. C'est pourquoi les garanties de sécurité, quelles qu'elles soient, ne résoudreont pas le problème de l'Ukraine, mais définiront au mieux les conditions-cadres d'une nouvelle guerre froide qui pourrait devenir un lourd fardeau, en particulier pour les pays d'Europe de l'Est. Le simple fait de discuter d'accords sur les forces armées conventionnelles dans la région de la mer Noire et dans les pays baltes pourrait s'avérer utile. Il s'agit de compenser les déséquilibres, en partie dus à la géographie, entre les pays riverains des deux côtés de la nouvelle ligne de front. Dans le climat actuel de méfiance, il sera difficile d'obtenir davantage.

Bien sûr, l'Ukraine craint que la Russie ne revendique à nouveau des territoires après quelques années de cessez-le-feu. Mais les Etats qui donnent des garanties de sécurité à l'Ukraine devraient être prêts, *in extremis*, à accepter une guerre contre la Russie. Le cercle des pays qui sont prêts et capables de le faire est sans doute très limité. La capacité des Européens à offrir des garanties de sécurité efficaces reste discutable, et les Etats-Unis pourraient préférer conclure des accords stratégiques en matière d'armement avec la Russie plutôt que d'aider l'Ukraine, notamment dans le contexte d'une éventuelle course à l'armement avec la Chine. Dans la situation actuelle, il serait sans doute plus judicieux de parler d'une architecture européenne de sécurité plutôt que de garanties de sécurité pour l'Ukraine. Il appartiendrait précisé-

ment à l'E3 de présenter des propositions dans ce domaine, mais sa contre-proposition n'offre rien de convaincant.

Zelensky échoue

Compte tenu des nombreuses lacunes et faiblesses des plans de paix de Washington et de Bruxelles, il aurait appartenu à *Volodymyr Zelensky*, principale victime de la guerre actuelle, de combler le vide et de présenter à son tour un plan de paix convaincant.

Mais loin s'en faut: son plan exprime le désir de préserver l'intérêt occidental pour l'Ukraine, alors que les ressources humaines et économiques de l'Ukraine s'amenuisent.⁶ Zelensky est à court de temps. Ses actions témoignent d'un effort presque désespéré pour garantir la pertinence de l'Ukraine et continuer à bénéficier d'un soutien financier. L'expression la plus visible de cette volonté est l'idée d'une armée de 600 000 à 800 000 hommes, qui a été présentée dans les différents plans de paix.

Une telle armée ferait de l'Ukraine une superpuissance militaire en Europe de l'Est, même sans accès à l'arme nucléaire, forcerait la Russie à maintenir une présence militaire forte à la frontière et cimenterait ainsi un état de tension dans la région. Cela soulève également la question de la nécessité de garanties de sécurité en général. Cette immense armée rendrait presque indispensable un accord sur les forces conventionnelles dans la région de la mer Noire.

Il est peu probable que l'Ukraine puisse entretenir seule une armée aussi importante avec les ressources financières, économiques et humaines dont elle dispose. Elle resterait dépendante du financement occidental à long terme. Au cas où les contribuables d'Europe occidentale – notamment allemands – ne seraient pas prêts à financer pendant des décennies le gouvernement de Kiev, réputé pour sa corruption, on brandit le spectre de la Russie et on menace, si nécessaire, de réintroduire le service militaire obligatoire.

Retour à Minsk?

Même si plusieurs administrations américaines ont fait croire aux présidents *Porochenko* et *Zelensky* que les *Accords de Minsk* étaient un mauvais «deal» qui ne valait pas la peine d'être respecté, il faut reconnaître aux auteurs du *paquet de mesures de Minsk* du printemps 2015 le mérite d'avoir abordé certains des anciens pro-

blèmes et ceux qui sont apparus avec le soulèvement de 2014.⁷

L'un d'entre eux concernait l'amnistie pour tous ceux qui avaient participé au soulèvement, ainsi que pour les habitants des territoires conquis par la Russie qui s'étaient résignés à l'occupation russe et cherchaient à poursuivre leur vie comme avant. Les qualifier tous désormais de traîtres à la patrie et les menacer de sanctions sévères crée un groupe de centaines de milliers de personnes qui ne peuvent avoir aucun intérêt à voir revenir le pouvoir ukrainien et rendra également difficile le rétablissement des liens familiaux et sociaux qui existent encore.

La réforme constitutionnelle visant à fédéraliser l'Ukraine, convenue dans le cadre du paquet de mesures de Minsk, ne doit pas non plus être considérée comme une simple concession de Poutine, mais comme une nécessité découlant de la diversité ethnique et linguistique du pays.

Les groupes nationalistes rejettent l'idée de la fédéralisation et aspirent à un Etat centralisé avec une langue unique. La comparaison avec des réglementations similaires ailleurs, comme le statut du Tyrol du Sud-Trentin en Italie, montre toutefois que des arrangements similaires seraient tout à fait acceptables pour l'Ukraine.

Compte tenu de la situation complexe des minorités russophones dans les anciennes républiques soviétiques, la question des langues et des minorités revêt une grande importance. Le fait que le russe soit considéré comme la *lingua franca* dans toute l'ancienne Union soviétique n'est pas l'expression d'une attitude prétendument impérialiste du gouvernement de Vladimir Poutine. La *doctrine Medvedev*, qui accorde la priorité à la protection des minorités russes dans les pays voisins, est certainement un sujet qui doit être abordé.

Si la protection des minorités russophones doit être considérée comme une préoccupation légitime, il convient toutefois de déterminer quel niveau de soutien de la part de Moscou est acceptable et où se situent les limites. Le fait que la demande russe d'interdire l'extrême droite néonazie en Ukraine ait été remplacée par le concept d'«éducation à la tolérance» ne laisse malheureusement pas présager une grande compréhension de ce problème. Les Européens occidentaux vont immédiatement réinterpréter cela comme un cirque LGBTI+. Bien sûr, Kiev veut épargner à elle-même et aux Européens occidentaux l'embarras de voir le néonazisme men-

tionné dans l'accord de paix, ce qui rappellera à long terme que, dans l'urgence, on n'a pas hésité à faire appel à des anciens nazis et néonazis déclarés. Les Russes, en revanche, insisteront sur ce point.

La neutralité

n'est pas synonyme d'absence de protection

La proposition la plus significative est celle de Zelensky concernant l'utilisation commune de la centrale nucléaire de *Zaporozhie*, qui appartient sans aucun doute à l'Ukraine. L'Ukraine souhaite exclure la Russie de la gestion conjointe, bien sûr afin de susciter l'intérêt des Etats-Unis pour son plan de paix. D'une manière générale, ce sont les Européens qui doivent financer la reconstruction de l'Ukraine, tandis que les Etats-Unis en tirent profit.

Par égard pour l'OTAN, le plan de paix de Zelensky ne mentionne pas la neutralité, car cela contredirait le discours selon lequel la neutralité équivaut à une absence de protection. Or, les obligations d'une puissance neutre en vertu de la *Convention de La Haye* de 1907 disparaissent automatiquement dès qu'une agression est commise contre la puissance neutre, ce qui inclut la possibilité d'une alliance. Une telle alliance peut être préparée, mais il faut simplement respecter le principe d'égalité de traitement des parties au conflit.

La double incapacité de l'Europe

Le plan de paix de l'administration Trump doit être considéré comme insuffisant, et la contre-proposition européenne comme encore pire. Le plan de paix de Trump n'est pas mûrement réfléchi sur des points essentiels, il veut à tout prix imposer la paix, mais ne tient compte ni des intérêts légitimes de la Russie en matière de sécurité, ni de ceux de l'Ukraine, et abandonne les alliés des pays baltes. Il ne mérite vraiment pas le prix Nobel de la paix pour une telle performance. Les protagonistes de Berlin, Londres et Paris se disputent quant à eux le leadership politique européen, mais ne font que se surpasser mutuellement en matière d'impuissance militaire et d'absence de concept diplomatique. Il reste à expliquer ce qui les légitime à revendiquer un rôle de leader dans l'ordre mondial.

Le plan de paix de Zelensky n'est qu'une astuce destinée à faire miroiter des avantages à tout le monde, mais qui n'a aucun contenu réel. Celui qu'ils détestent tous, quant à lui, est tranquille-

ment installé au Kremlin et n'a même pas eu à renoncer à ses exigences maximales, car il ne peut être contraint à quoi que ce soit, ni par des moyens militaires ni par des moyens économiques. Pourquoi la Suisse, l'Irlande et la Serbie devraient-elles se prêter à ce jeu?

On impose maintenant à l'Ukraine un accord de paix que les gouvernements ukrainiens ne respecteront pas et qui ne traite pas des problèmes importants. On aurait eu plusieurs années pour ajouter aux Accords de Minsk un pacte qui soit vraiment durable.

Un accord conclu à la hâte ne fera que définir les conditions générales d'une nouvelle guerre froide et créer les conditions d'une prochaine guerre. La diplomatie européenne et américaine a échoué.

Le règlement des questions de sécurité, tout en préservant les intérêts des deux parties belligérantes, aurait nécessité des mois, voire des années, de réflexion approfondie et de consultations avec «l'ennemi». A une époque où la disposition au dialogue est interprétée comme un signe de faiblesse, ce travail de réflexion n'a pas pu être accompli. Dans ce contexte, il était beaucoup plus facile de recourir à une rhétorique rus-sophobe.

Si l'Europe est incapable de gagner des guerres, elle devrait au moins acquérir la capacité de conclure la paix.

¹ Voir «Texte complet de la contre-proposition européenne au plan de paix américain pour l'Ukraine», sur *Market Screener*, le 23 novembre 2025, disponible en ligne à l'adresse <https://de.marketscreener.com/boerse-nachrichten/vollstaendiger-text-des-europaeischen-gegen-vorschlags-zum-us-friedensplan-fuer-die-ukraine-ce7d5edcdb88ff21>. Cf. Nick Squires, Connor Stringer: «Europe agrees to invite Putin back into G8», dans *The Telegraph*, 23 novembre 2025, disponible en ligne à l'adresse <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2025/11/23/leaked-europe-rival-peace-plan-ukraine-full-russia-war/>.

² Voir «2000 Russian National Security Concept», sur le site du *Berlin Information-center for Transatlantic Security*, disponible en ligne à l'adresse <https://www.bits.de/EU-RA/natsecconc.pdf>. Ce document cite notamment comme menaces: «... le renforcement des blocs et alliances politico-militaires, notamment l'expansion de l'OTAN vers l'Est; ... l'émergence possible de bases militaires étrangères et d'une présence militaire importante à proximité immédiate des frontières russes». Il est significatif que les services scientifiques du Bundestag allemand ne mentionnent aucune source en langue russe dans leur documentation. Voir Services scientifiques, Bundestag allemand, Documentation: La politique de sécurité russe depuis 2000. Fondements formels, évolution, superstructure idéologique, WD 2 - 3000 - 071/22, 26 septembre 2022, disponible en ligne à l'adresse

<https://www.bundestag.de/resource/blob/918488/30971c4459f7f97cf215b8a321dd5699/WD-2-071-22-pdf.pdf>.

- ³ L'échec de l'offensive estivale ukrainienne n'était pas surprenant. Voir «Offensive estivale ukrainienne: quand l'arrogance coûte des vies humaines», sur Globalbridge, 14 juillet 2023, disponible en ligne à l'adresse <https://globalbridge.ch/ukrainische-sommeroffensive-wenn-ueberheblichkeit-menschenleben-kostet/>.
- ⁴ Voir «Vieilles questions et vieilles recettes: la guerre de continuation de la Finlande», Globalbridge, 6 mai 2025, disponible en ligne à l'adresse <https://globalbridge.ch/alte-fragen-und-alte-rezepte-finnlands-fortsetzungskrieg/>.
- ⁵ Cela inclut notamment l'utilisation abusive du Document de Vienne par l'OTAN, y compris par l'Allemagne, dont l'auteur a lui-même été témoin lors de missions officielles en Ukraine en tant que collaborateur de l'OSCE. Voir Christian Dewitz: Des observateurs militaires allemands de l'OSCE enlevés en Ukraine, 26 avril 2014, disponible en ligne à l'adresse <https://www.bundeswehr-journal.de/2014/deutsche-osze-militarbeobachter-in-der-ukraine-verschleppt/>. A propos de leur libération: «Les séparatistes libèrent les observateurs militaires», dans Zeit Online, 3 mai 2014, disponible en ligne à l'adresse <https://www.zeit.de/politik/ausland/2014-05/freilassung-osze-beobachter>. Voir Thomas Wiegold: Sept observateurs militaires et beaucoup de questions, dans Zeit Online, 5 mai 2014, en ligne à l'adresse <https://www.zeit.de/politik/2014-05/ukraine-osze-fragen>. Voir «Mission invraisemblable, que font les militaires occidentaux sous commandement de la Bundeswehr dans l'est de l'Ukraine?», chez AG Friedensforschung, en ligne à l'adresse <http://www.ag-friedensforschung.de/regionen/Ukraine1/geiseln2.html>, Voir également Olaf Standke: Guerre des nerfs autour des observateurs militaires, l'OSCE est représentée en Ukraine par diverses missions, fixées sans mandat de tous les Etats membres, *ibid.*, Knut Mellenthin: Formation de la méfiance, «observateurs» de l'OTAN dans l'est de l'Ukraine, *ibid.* Et «Location de costumes, Jürgen Reents sur la «prise d'otages d'observateurs de l'OSCE», *ibid.* L'un des points culminants de cette couverture médiatique erronée et subjective a été le reportage de Paul Ronzheimer, Inga Frenser et Andreas Thewalt: 8 jours d'enfer pour les otages de l'OSCE, dans Bild, 03/05/2014, disponible en ligne à l'adresse <https://www.bild.de/politik/ausland/ukraine/osze-militaerbeobachter-in-der-ost-ukraine-frei-acht-tage-angst-35764470.bild.html>. En septembre/octobre 2014, le chef du Patrol Hub Mariupol a interdit à l'auteur de se rendre aux points de contrôle des rebelles dans la région de Marioupol, ce qui a considérablement compliqué les négociations concernant l'utilisation de drones de l'OSCE pour surveiller le cessez-le-feu.
- ⁶ Voir «Entwurf in 20 Punkten; Selenskyj stellt Details des Ukraine-Plans vor» [Projet en 20 points; Zelensky présente les détails du plan pour l'Ukraine], sur Tagesschau.de, 24 décembre 2025, disponible en ligne à l'adresse <https://www.tagesschau.de/ausland/europa/selenskyj-verhandlungen-102.html>.
- ⁷ Concernant les Accords de Minsk, voir le Protocole de Minsk du 5 septembre 2014, disponible en ligne à l'adresse <https://www.osce.org/home/123257>, le mémorandum de Minsk du 19 septembre 2014, disponible en ligne à l'adresse <https://www.osce.org/files/f/documents/a/1/123807.pdf> et le paquet de mesures de Minsk du 12 février 2015, disponible en ligne à l'adresse <https://www.osce.org/files/f/documents/5/b/140221.pdf>; tous les originaux sont en russe. Le paquet de mesures de Minsk faisait partie de la résolution 2202 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 17 février 2015. Texte en allemand disponible à l'adresse https://www.un.org/depts/german/sr/sr_14-15/sr2202.pdf.